

Dans le sud de la Syrie, une nouvelle occupation israélienne violente se dessine

Toutes les versions de cet article : [\[English\]](#) [français]

jeudi 10 avril 2025, par [al-SALAMEH Tareq](#)

Les forces israéliennes ont avancé de plusieurs kilomètres en territoire syrien, confisquant des terres et des maisons, tuant des agriculteurs et cherchant à diviser la population diversifiée de la région.

Sommaire

- [Diviser pour mieux régner](#)
- [Exploiter les Druzes](#)

Alors qu'il reprend ses opérations militaires dans la bande de Gaza, Israël a étendu ses incursions terrestres dans le sud de la Syrie ces dernières semaines, tout en lançant des frappes aériennes dans tout le pays, de Lattaquié et Homs aux zones rurales autour de Damas. Lors d'une opération majeure le 25 mars, les forces israéliennes ont pilonné [Koya](#), un petit village de la vallée du Yarmouk dans le gouvernorat de Deraa, faisant au moins six morts.

« [Les troupes israéliennes] ont commencé à tirer sur les paysans dès qu'ils les ont vus », a déclaré Nadia Aboud, une journaliste de 28 ans originaire de la ville voisine de Deraa, à +972, relatant les témoignages des habitant.e.s du village. « Les paysans, qui gardent des armes pour protéger leurs terres, ont riposté. » La situation a rapidement dégénéré en un affrontement plus important, l'armée israélienne ayant lancé au moins une frappe aérienne sur le village. « Deux des [fermiers] ont été tués sur le coup. Lorsque d'autres se sont précipités pour les aider, les combats se sont intensifiés. »



Un char israélien Merkava stationné entre Medinat al-Salam et Khan Arnabeh dans la province de Quneitra, en Syrie, le 5 janvier 2025. (Tareq al-Salameh)

Bien qu'Aboud ait souligné que « la population de Deraa veut la paix et que l'accord de désengagement syro-israélien de 1974 soit respecté », elle a prévenu que la résistance continuerait. « Si Koya est attaquée à nouveau, ils la défendront jusqu'au dernier homme. »

L'attaque de Koya a été l'une des plus meurtrières depuis l'invasion de la Syrie par Israël il y a environ quatre mois. Le 8 décembre, quelques heures seulement après l'effondrement du régime de l'ancien président syrien Bachar Al-Assad, les forces israéliennes ont rapidement pris le contrôle des postes de contrôle abandonnés sur les sommets, occupant ainsi le territoire [en violation](#) de l'accord de 1974.

Depuis lors, les avions de combat israéliens ont effectué des vols quasi quotidiens et frappé les anciens sites militaires du régime d'Assad, soit [600 opérations](#) au cours des huit premiers jours. Pendant ce temps, les troupes au sol ont avancé de 19 kilomètres en territoire syrien, établissant au moins neuf bases militaires et [étendant les réseaux routiers et autres infrastructures de](#) communication.

Le haut commandement israélien justifie ses bombardements en les présentant comme nécessaires pour empêcher que les stocks d'armes ne tombent entre les mains du nouveau gouvernement de Damas, dirigé par le président par intérim Ahmed al-Charaa. Pourtant, al-Charaa n'a [montré aucun signe](#) de volonté de conflit avec Israël, concentrant son attention sur la reconstruction de la Syrie et faisant pression pour lever les sanctions internationales, tandis que l'influence de l'Iran en Syrie a été systématiquement affaiblie par le départ d'Assad. Et sur le terrain, souvent à proximité d'anciens avant-postes militaires, il reste une poignée de villages, où vivent des milliers de Syriens qui subissent de plein fouet la brutalité de la nouvelle occupation militaire d'Israël.



Des agriculteurs d'Al-Rafeed, en Syrie, à la périphérie du village, le 20 février 2025. (Tareq al-Salameh)

Diviser pour mieux régner

À Rasm al-Rawadi, un petit village près de Quneitra dans la zone tampon démilitarisée entre la Syrie et Israël, les habitants se sont réveillés le 8 décembre au son des coups de feu et des bombardements aériens. « À 11 heures, les soldats [israéliens] ont enfoncé les portes des maisons pour tout vérifier à l'intérieur », a raconté Ali al-Ahmad, un ancien du village âgé de 65 ans. « Pendant que l'armée israélienne fouillait les maisons et en détruisait certaines, de nombreuses familles ont été placées dans une école. » Au cours des quatre derniers mois, le village est resté sous contrôle israélien et près de 350 personnes ont été contraintes de quitter leurs maisons, qui ont été réquisitionnées, selon al-Ahmad, à des fins militaires.

Bien que le Premier ministre Benjamin Netanyahu ait initialement présenté l'incursion israélienne dans le sud de la Syrie comme « [temporaire](#) », la présence militaire toujours plus importante d'Israël suggère le contraire. Plus récemment, le ministre de la Défense, Israel Katz, a affirmé qu'Israël était prêt à rester dans le pays [pour une durée indéterminée](#).

Mohammed Fayyad, avocat et militant des droits de l'homme, a été [battu et détenu](#) par les forces israéliennes en janvier alors qu'il suivait leurs opérations dans le village de Hamidyeh. En plus de ces violences, il a expliqué à +972 dans son bureau de Quneitra que des responsables militaires israéliens « pénètrent dans les villages à bord de véhicules civils blancs pour collecter des données, et mènent des enquêtes statistiques sous prétexte d'offrir une aide humanitaire ». Il a également affirmé qu'ils ont proposé de payer les habitants « au moins 75 dollars par jour pour qu'ils participent à la construction des installations de la base ».

« Après nous avoir tout pris, ils nous offrent de la nourriture, des médicaments, de l'électricité et du travail », a expliqué Fayyad. « Leur but est de susciter la division et la séparation d'avec la nouvelle administration. » Mais jusqu'à présent, a-t-il noté, les villageois ont rejeté ces offres et « refusent toute ingérence diviseuse dans les affaires de la Syrie ».

Le 24 février, après un mois de calme relatif, les familles de Quneitra et de Deraa ont vécu une nuit sous les bombardements israéliens. Le lendemain, ils ont été réveillés par l'entrée dans le village des chars et des pick-up armés qui entraient dans leurs villages. L'attaque a eu lieu juste après la première [Conférence de dialogue national](#) en Syrie, où des dirigeants politiques et religieux de toutes les communautés s'étaient réunis pour discuter de l'avenir du pays.



Des jeunes du village d'Al-Rafeed regardent vers le mont Peres, où est stationné un soldat israélien, le 20 février 2025. (Tareq al-Salameh)

}

« Nous venons de terminer une guerre, mais nous n'avons aucun problème à en commencer une autre avec Israël pour défendre notre pays », a déclaré à +972 Omar Hanoun, 47 ans, chez lui dans le village d'Al-Rafeed, près de Quneitra. Hanoun a été l'un des organisateurs d'une [manifestation civile](#) le 25 février contre l'incursion militaire israélienne, alors que les soldats avançaient sur le village depuis le mont Pérès, qui est resté sous contrôle israélien depuis l'occupation du Golan lors de la guerre de 1967.

Selon Omar Hanoun et d'autres habitants interrogés par +972, le comportement des soldats israéliens a suivi un schéma similaire dans de nombreux villages de la région. « Ils ont détruit des arbres centenaires et tiré sur tous ceux qui s'approchaient », a-t-il déclaré, décrivant l'arrivée de l'armée israélienne à Al Asbah, un petit village près d'Al-Rafeed. « Ils ont même tué deux jeunes hommes à moto qui avaient un fusil de chasse avec eux, ce qui est normal dans cette région pour protéger le bétail. »

Bader Safi, enseignant à l'école locale de Kodana, un village situé à la frontière du Golan occupé, a déclaré à +972 que des dizaines de soldats israéliens avaient confisqué les terres des habitants et effectuaient régulièrement des patrouilles dans la ville avec des chiens. « Je n'arrive plus à compter le nombre de fois où ils sont entrés dans notre village », a-t-il déclaré. « Un voisin et ami à moi, dont les terres ont été saisies [par les soldats], vit dans ma maison. Il pleure tous les jours parce qu'il a tout perdu. »

Cheikh Abu Nasr, 70 ans, d'Al-Rafeed, a déclaré que lorsque l'armée israélienne a envahi le pays, la population locale s'est opposée aux ordres de rester chez elle. « Nous considérons que c'est notre terre. Nous y avons planté des vignes et des figuiers. Nous ne reconnaissons pas l'État occupant », a-t-il déclaré, ajoutant que les forces du nouveau gouvernement syrien ne sont jamais venues au village pour offrir leur aide. « Nous sommes seuls, mais nous resterons ici sur nos terres, même si quelqu'un d'autre prend le contrôle. »



Cheikh Abu Nasr à la barrière de sa maison dans le village d'Al-Rafeed près de Quneitra, en Syrie, le 20 février 2025. (Tareq al-Salameh)

Exploiter les Druzes

Une autre tactique qu'Israël utilise pour justifier son occupation consiste à revendiquer le soutien des Druzes du sud de la Syrie, la troisième minorité religieuse du pays, qui représente environ 3 % de la population. En s'appuyant sur la [loyauté des Druzes israéliens](#), qui servent en nombre dans ses forces armées, Israël a cherché à présenter sa présence comme étant approuvée par la population locale.

Le 1^{er} mars, Netanyahu et Katz ont ordonné aux forces de l'armée israélienne de se [préparer à défendre Jaramana](#), un village druze du sud de la Syrie. « Nous ne permettrons pas au régime islamique extrémiste de Syrie de nuire aux Druzes », a déclaré Katz, à la suite d'informations faisant état d'affrontements dans la banlieue de Damas. « Si le régime attaque les Druzes à Jaramana, nous réagissons. »

Autrefois petit quartier de la périphérie de Damas, Jaramana abrite aujourd'hui plus d'un million de Syriens des classes populaires. Selon K. Aboulhosn, un étudiant en art de 25 ans, Jaramana est désormais une « ville multiethnique et multiconfessionnelle », dont la population a augmenté pendant la guerre civile lorsqu'elle est devenue un « refuge pour les personnes déplacées d'autres quartiers de Damas en raison de son calme relatif ».

À l'extérieur, les [deux escarmouches à Jaramana](#) qui ont déclenché la réaction israélienne — l'une à l'hôpital Al-Mujtahed et l'autre au poste de contrôle de Jaramana — semblaient être un différend entre le personnel de sécurité local et les forces du nouveau gouvernement syrien dirigé par Ahmad al-Charaa. Mais selon Makram Oubaid, avocat du Comité d'action civile de

Jaramana, il s'agissait en fait de « deux affrontements sans rapport entre eux, de nature privée » qui ont dégénéré en un conflit de plus grande ampleur. Les incidents ont finalement abouti à un accord permettant aux forces de Hayat Tahrir al-Sham (HTC), qui, selon Oubaid, « n'intervenaient que pour arrêter les combats et rétablir l'ordre », d'établir un bureau et de partager les responsabilités en matière de sécurité dans le village avec la population druze locale.



Un camion de la mission de l'UNOF sur la route reliant Medinat al-Salam à Khan Arnabeh dans la province de Quneitra, en Syrie, le 20 février 2025. (Tareq al-Salameh)

Quelle que soit la nature des affrontements, pour le gouvernement israélien, la situation représentait une excellente occasion d'instrumentaliser la population druze pour asseoir davantage son influence sur la Syrie. Une semaine avant l'incident de Jaramana, Netanyahu avait [annoncé que](#) son pays ne tolérerait « aucune menace contre la communauté druze du sud de la Syrie ».

Aujourd'hui, alors que les divers groupes religieux et ethniques de Syrie négocient leur fragile coexistence après la chute d'Assad, l'invasion d'Israël menace de briser cet équilibre délicat. « L'intervention d'Israël creuse le fossé entre les Druzes et les autres communautés syriennes », a déclaré à +972 Farid Ayach, professeur d'arts visuels de 32 ans, depuis son appartement de Jaramana. « Cela génère également des troubles dans les pays voisins, ce qui favorise [également] les intérêts d'Israël. »

Pour l'instant, tout indique que l'armée israélienne ne se retirera pas des zones qu'elle occupe dans le sud de la Syrie. En effet, de nombreux signes laissent présager une nouvelle escalade, alors qu'Israël continue de renforcer ses positions et de s'emparer de territoires

supplémentaires. Cependant, à la suite des attaques de février à Quneitra et Deraa, la population locale s'est de plus en plus impliquée dans la résistance à l'offensive israélienne.

Des manifestations contre l'invasion ont eu lieu dans divers quartiers de Damas, ainsi qu'à Deraa, Khan Arnabeh, Soueïda et dans plusieurs villes et villages de Quneitra. Même la communauté druze a rejeté les offres d'aide humanitaire et s'est mobilisée en signe de défiance. Lorsque le ministre de la Défense Katz s'est engagé à « aider » les Druzes de Jaramana, les milices druzes de Suwayda ont mobilisé leurs troupes pour se diriger vers Damas, déterminées à défendre leur communauté face à la prétendue mission de sauvetage d'Israël.

« Le sud de la Syrie [conservera] sa dignité », a affirmé Fayyad, avocat et militant des droits de l'homme. « Nous avons des principes clairs : nous ne voulons pas répéter les événements de 1967 ni abandonner nos maisons et nos terres. »

Tareq al-Salameh

P.-S.

Traduit pour ESSF par Pierre Vandevoorde avec l'aide de DeepLpro

Source - +972 Magazine Jeudi 10 avril 2025

<https://www.972mag.com/southern-syria-new-israeli-occupation/>